



TRIBUNAL JUDICIAIRE DE MONTPELLIER
PARQUET DU PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE

DÉCLARATION D'APPEL DU MINISTÈRE PUBLIC
d'une ordonnance ordonnant ou constatant la mainlevée d'une mesure de soins psychiatriques
sans consentement sous la forme d'une hospitalisation complète
ET REQUÊTE aux fins de faire DÉCLARER SUSPENSIF
l'appel formé contre cette ordonnance

Par la présente, le procureur de la République près le tribunal Judiciaire de Montpellier déclare relever appel d'une ordonnance ordonnant la mainlevée d'une mesure de soins psychiatriques sans consentement sous la forme d'une hospitalisation complète, rendue ce jour par Madame Sophie BEN HAMIDA, juge des libertés et de la détention,

concernant M. Léo Paul MERCERON, né le 24 Octobre 1996 à MONTPELLIER, sous curatelle

qui fait actuellement l'objet d'une mesure de soins psychiatriques sans son consentement sous la forme d'une hospitalisation complète à l'hôpital de la Colombière - Centre hospitalier régional universitaire de Montpellier

- et présenter requête à Monsieur le Premier président de la cour d'appel de Montpellier aux fins de faire déclarer suspensif l'appel formé contre cette décision en application des articles L3211-12-4 alinéa 3 et R3211-20 du Code de la santé publique.

Le ministère public entend exposer que: en raison des circonstances exceptionnelles du confinement et de pandémie liées à l'épidémie de COVID-19, les dispositions légales ont été adaptées par l'ordonnance du 25 mars 2020; Que ladite ordonnance a prévu expressément que lorsque la représentation est obligatoire ou que les parties sont assistées ou représentées, le Juge des libertés et de la détention peut décider que la procédure se déroulerait sans audience, après en avoir informé les parties; Que le Tribunal judiciaire de Montpellier semblait avoir adopté cette position; Que le centre hospitalier ne dispose pas de système de visio-conférence; Que si le juge des libertés et de la détention entend procéder à l'audience de la personne, il lui appartient de l'organiser avec des dispositifs sanitaires appropriés; Qu'en l'espèce le Juge des libertés et de la détention n'a pas organisé une telle audience; Que les dispositions exceptionnelles de la circulaire du 25 mars 2020 et du 26 mars 2020 doivent alors s'appliquer; Que les arguments formulés par le Juge des libertés et de la détention ne seraient être opérants en ce que le grief invoqué n'est nullement établi; Qu'il ressort du certificat médical de situation du 8 avril 2020 que Léo Paul MERCERON a été informé de la date d'audience, de sa possibilité de faire des observations et refuse toute intervention d'un avocat; Que l'avis médical motivant la saisine du juge des libertés et de la détention mentionne un trouble psychiatrique chronique avec une décompensation;

- **sur l'effet suspensif du recours**, il lui apparaît que la mainlevée de cette mesure fait naître un risque grave d'atteinte à l'intégrité du malade ou d'autrui en ce qu'il persiste un émoussement des affects, un apragmatisme; Que si une sortie avec un programme de soins avait été prévue le 01 avril 2020, le patient s'est de nouveau trouvé face à une recrudescence majeure de ses troubles sans aucune élaboration autour de ces derniers; Que le patient se dit rassuré par l'hospitalisation, sans élaboration possible autour de ses troubles;

Ce pourquoi le ministère public entend conclure qu'il plaise à monsieur le premier président de la cour d'appel de Montpellier:

- **déclarer l'appel suspensif**

- infirmer la décision entreprise et ordonner le maintien de la mesure de soins psychiatriques sans consentement de Léo Paul MERCERON sous le régime de l'hospitalisation complète.

Conformément aux dispositions de l'article R3211-20 du code de la santé publique, il est notifié à Léo Paul MERCERON qu'il peut transmettre des observations en réponse à la demande de déclaration d'appel suspensif, par tout moyen au secrétariat du premier président ou de son délégué dans un délai de deux heures.

Au parquet, le 10 avril 2020 à 15h51
Le procureur de la République

